

GRAND INGA : Des Espoirs Mal Placés

Barrage d'Inga, RDC | Photo: International Rivers

Le fleuve Congo est une source de vie ; il entretient des populations et une riche diversité biologique comprenant au moins 700 espèces de poissons, la deuxième plus grande forêt tropicale du monde et l'un des plus grands puits de carbone de la planète - le panache atlantique du Congo.

La rivière, les personnes qui en dépendent et l'environnement ont tous été affectés par deux projets hydroélectriques. Il s'agit des barrages Inga 1 et Inga 2, construits en République démocratique du Congo (RDC) dans les années 1970 et 1980 respectivement.



Introduction

Bien que les effets négatifs de ces deux barrages soient généralement connus et que la société civile et la population congolaise, qui sera directement touchée, continuent de s'inquiéter, le gouvernement de la RDC prévoit toujours de construire les phases 3 à 8 d'Inga, appelées collectivement "Grand Inga". S'il est construit, le Grand Inga sera plus de deux fois plus grand que le plus grand projet hydroélectrique au monde, le barrage des Trois Gorges en Chine.

Au cours de la dernière décennie, les développeurs, les investisseurs et les responsables de projets ont changé à plusieurs reprises. De la Banque mondiale, qui s'est ensuite retirée du projet en raison de problèmes de gouvernance, à la Banque africaine de développement (BAD), qui a fourni une assistance technique et des études de faisabilité pour Inga 3. En outre, le consortium entre la société espagnole Actividades de Construcción y Servicios (ACS), China Three Gorges (CTG) Corp et PowerChina a été démantelé après le retrait d'ACS du consortium. En 2020, le gouvernement de la RDC a signé un accord avec Fortescue Futures Industries (FFI), une filiale de la société australienne de minerai de fer Fortescue Metals Group (FMG), dont l'objectif est de développer le Grand Inga ainsi que les barrages de Matadi et de Mpioka afin de produire une énorme quantité d'énergie hydroélectrique de 70 GW pour produire de l'hydrogène vert.

Les plans du projet Inga ne tiennent pas compte des études démontrant que les impacts négatifs sur l'environnement, les populations et le climat, les dépassements de coûts et les retards dépassent de loin les avantages des barrages. De même, les projets Inga 1 et Inga 2 se sont heurtés à ces conditions défavorables.

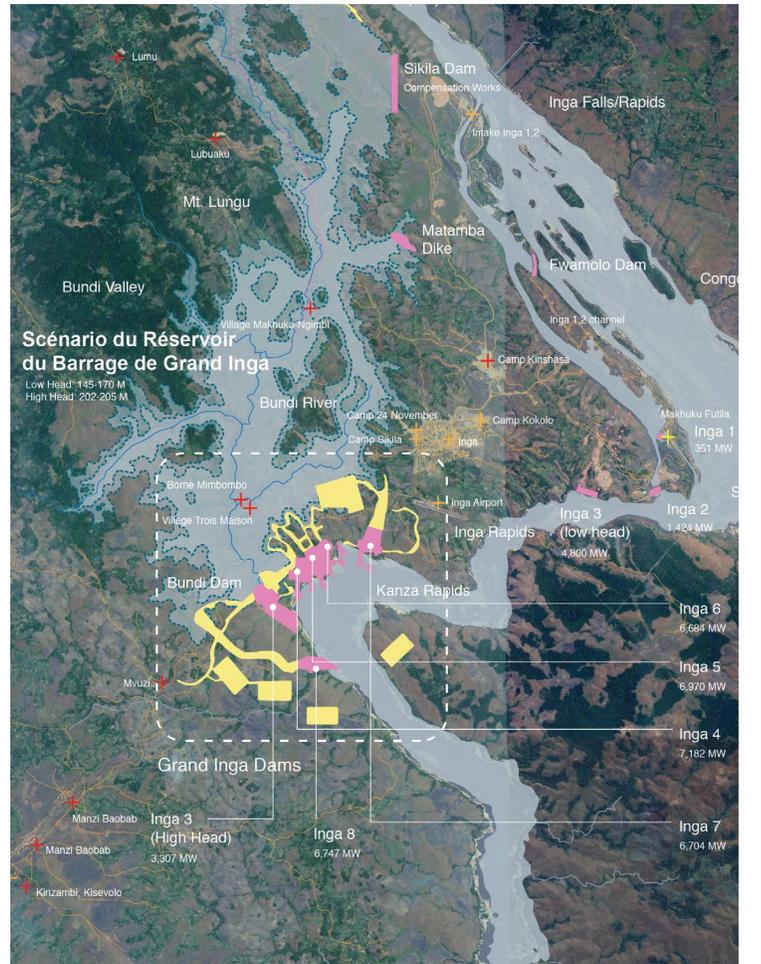
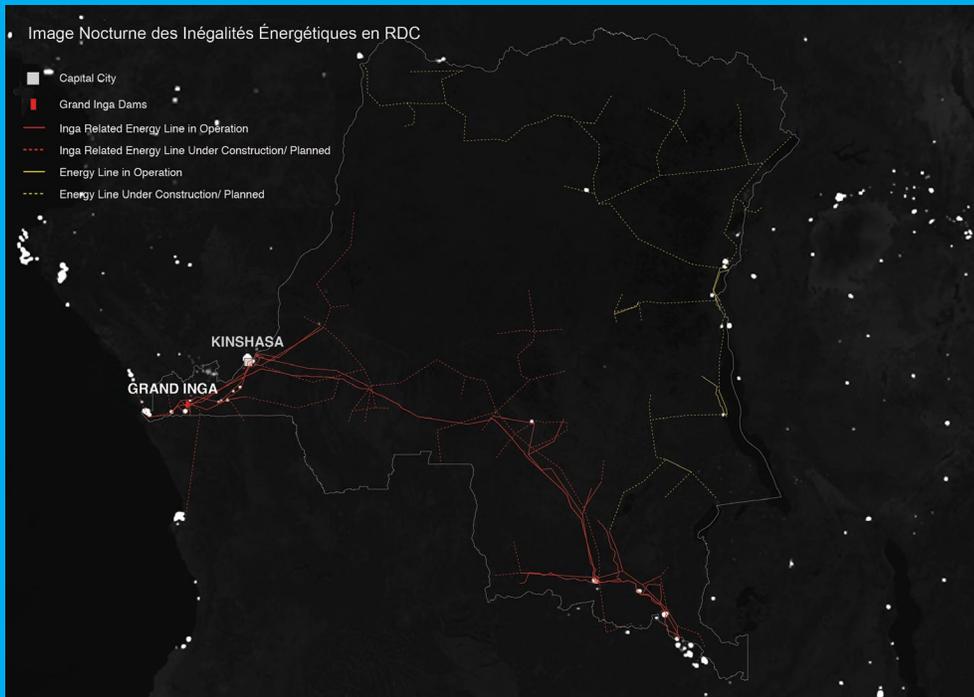


Schéma du scénario du réservoir Grand Inga par Jocelyn Tang



Inga 1 et Inga 2 n'ont pas été construits pour répondre aux besoins énergétiques de tous les Congolais, dont environ 90 % n'ont pas accès à l'électricité. Les barrages ont été construits pour fournir de l'électricité aux mines de l'est de la RDC et à la capitale, Kinshasa. De même, le Grand Inga est destiné à la production d'hydrogène, principalement pour l'exportation vers les pays européens et d'autres centres de demande étrangers, ainsi que pour l'alimentation de processus industriels tels que la fonte, la fabrication d'ammoniac et la production d'acier.

Schéma des éclairages nocturnes montrant l'inéquité énergétique en RDC. Capturé par Jocelyn Tang.

Le fleuve Congo

Le fleuve Congo est une source de revenus pour des millions de Congolais. Il assure la subsistance de la région, de ses habitants et de la deuxième plus grande forêt tropicale du monde. C'est le deuxième plus long fleuve d'Afrique, après le Nil, et le deuxième après l'Amazone en termes de débit. Le fleuve Congo déverse ses eaux et un énorme volume de sédiments dans le panache du Congo, l'un des plus grands puits de carbone au monde.

Catastrophes créées par Inga 1 et 2

Des projets visant à exploiter l'énorme puissance du Congo sur le site d'Inga ont été mis en place depuis le début des années 1950. Les premières mesures de développement de l'énergie hydroélectrique ont été prises par le gouvernement de Mobutu Sese Seko, alors président du Zaïre, avec la mise en service du barrage d'Inga 1 en 1972 et de la deuxième phase en 1982, ainsi que de la ligne de transport Inga-Kolwezi qui a permis d'évacuer l'électricité vers l'est de la RDC.

Ces deux projets entachés de corruption et commandés par le gouvernement de la RDC ont eu des effets désastreux sur les communautés locales et les écosystèmes. Les projets ont déplacé

des milliers de personnes, détruit les moyens de subsistance, plongé le pays dans l'endettement et n'ont pas produit l'électricité promise. Les barrages sont tombés en ruine faute d'entretien, et les travaux de réhabilitation en cours dépassent le budget prévu et ont subi des années de retard. Selon un technicien de la Société nationale d'électricité (SNEL), les deux barrages fonctionnent toujours en dessous de leur capacité en raison des réparations en cours.

Les barrages ont été construits pour fournir de l'électricité aux mines du sud-est de la RDC et à la capitale, Kinshasa. La ligne de transmission Inga-Kolwezi de 1 770 km, qui transporte l'électricité vers ces régions éloignées, contourne les villages proches des barrages, les villes et les communautés mal desservies. Ces barrages n'ont donc pas réussi à fournir de l'électricité à la majorité de la population congolaise, y compris aux personnes déplacées pour leur construction. Après de nombreuses années de retard, les coûts du projet ont grimpé de plusieurs centaines de millions de dollars US par rapport aux prévisions initiales, laissant le pays endetté.

Les communautés touchées par la construction d'Inga 1 et d'Inga 2 n'ont jamais été indemnisées. Leur déplacement et la perte subséquente de leurs moyens de subsistance ont entraîné l'appauvrissement de dizaines de milliers de personnes sur plusieurs générations. La plupart de ces personnes risquent d'être à nouveau déplacées si les projets de développement du site d'Inga se concrétisent.



Fleuve Congo | Photo: Shutterstock



Barrage d'Inga | Photo: wikimapia.org

Projets bloqués pour Inga 3

Après la mise en service d'Inga 1 et d'Inga 2, les autorités n'étaient plus préoccupées par le site d'Inga car elles avaient mis en œuvre leurs projets de fourniture d'électricité à Kinshasa, d'approvisionnement des industries minières de cobalt et de cuivre de la province du Katanga et de vente d'électricité à certains pays de la sous-région.

C'est avec l'arrivée au pouvoir du président Joseph Kabila que l'intérêt pour le site d'Inga a été ravivé à la fin de la guerre civile, avec la signature d'un traité de dix ans entre l'Afrique du Sud et la RDC. Aujourd'hui aujourd'hui expiré, faisant de l'Afrique du Sud le principal acheteur d'électricité provenant d'Inga 3. L'accord prévoyait l'achat initial de 2 500 MW d'électricité provenant du barrage d'Inga 3, d'une capacité prévue de 4 800 MW. À cette échelle, le barrage Inga 3 a été estimé de manière prudente à 14 milliards de dollars US pour la construction du barrage et à 4 milliards de dollars US supplémentaires pour les lignes de transmission, permettant d'acheminer l'électricité jusqu'à la frontière de l'Afrique du Sud. Début 2019, l'Afrique du Sud a demandé une augmentation de la quantité d'électricité à acheter, de 2 500 MW à 5 000 MW lorsque le projet a été repensé pour produire 11 000 MW. Environ 3 000 MW seraient vendus à des sociétés minières dans la province du Katanga en RDC, le reste de l'électricité étant promis à la Société nationale d'électricité (SNEL), le service public de la RDC. Des pays comme le Nigeria et l'Angola, des investisseurs allemands et des conglomérats miniers comme BHP Billiton, qui s'est par la suite retiré du projet, ont manifesté leur intérêt pour l'électricité produite par Inga 3 et les phases ultérieures du projet Grand Inga.



Le consortium de développeurs dirigé par CTG et ACS a reçu les droits exclusifs pour développer Inga 3. Fin 2019, les plans de développement du barrage ont été compromis car les membres du consortium ont commencé à être en désaccord sur le déroulement du projet et le pourcentage d'actions dans le projet. En conséquence, ACS s'est retiré du projet en 2020, laissant un nouveau consortium composé de six entreprises chinoises dirigées par China Three Gorges (qui, ensemble, détiennent une participation de 75 % dans le projet) et d'une entreprise espagnole - AEE Power Holdings (avec une participation de 25 % dans le projet). Depuis le retrait d'ACS, Egypt Income Co. a manifesté son intérêt pour la formation d'un consortium égypto-chinois avec China State Construction Engineering Corporation, et BHP Billiton a également manifesté son intérêt pour réintégrer le projet.

Pourtant, malgré le vif intérêt manifesté par un certain nombre de promoteurs et d'acheteurs potentiels, Inga 3 est au point mort depuis des années, sans progrès apparent. Les investisseurs ont retiré leur soutien financier ; en 2016, la Banque mondiale, qui avait initialement fortement encouragé Inga 3, a annulé sa subvention d'assistance technique de 73,1 millions de dollars US en raison de problèmes de gouvernance. L'assistance technique de la Banque africaine de développement (BAD) pour Inga 3 a expiré en 2019.

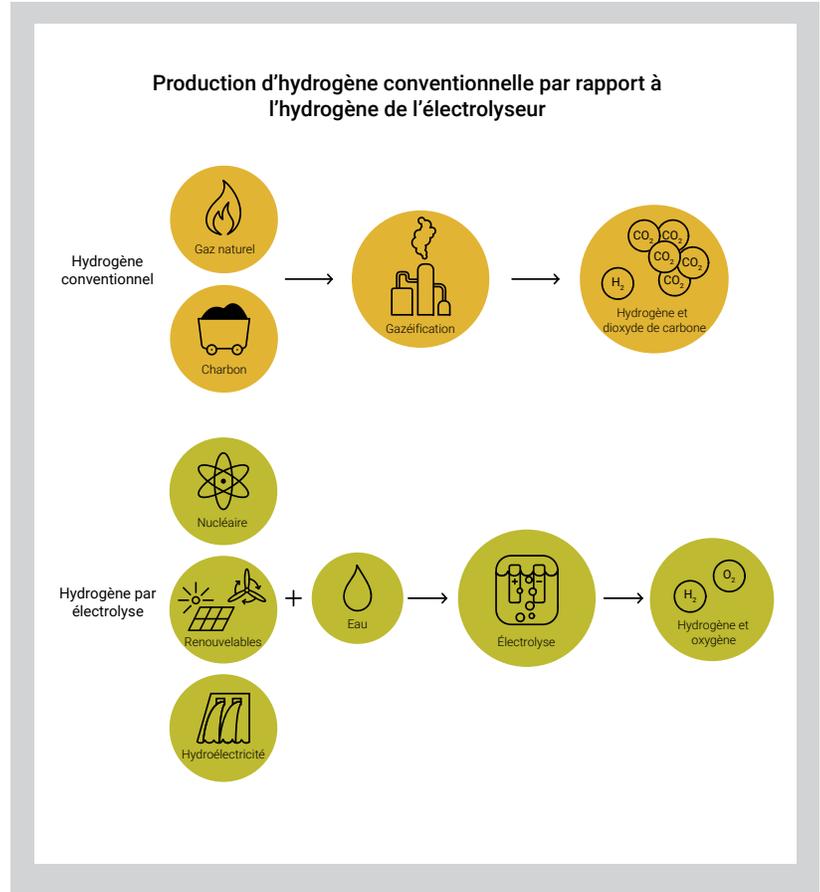
Par conséquent, le financement n'a pas été assuré et l'avancement du projet a stagné.

Les ambitions de Fortescue en matière d'hydrogène vert pour Grand Inga

L'accession du président Félix Tshisekedi à la fonction suprême a entraîné une nouvelle conceptualisation du projet Inga. Avec la promesse de développer l'ensemble du site du Grand Inga et au-delà pour la production d'hydrogène, Fortescue Future Industries a signé avec le gouvernement de la RDC, en septembre 2020, un acte d'accord sur le développement d'industries vertes substantielles en RDC.

Ce projet vise à implanter des industries dans la ville de Moanda au bord de l'océan Atlantique, dans la province du Kongo Central. Il repose sur le développement du site d'Inga pour un complexe hydroélectrique produisant de l'hydrogène vert, de l'ammoniac vert et le traitement des métaux principalement pour l'exportation vers l'Europe et d'autres marchés du Nord. FFI prévoit de produire 70 GW d'énergie hydroélectrique pour la production d'hydrogène vert. Cette production comprend 15 GW provenant du barrage de Mpioka, 15 GW du barrage de Matadi et 40 GW du grand barrage d'Inga.

L'acte d'accord prévoit que les deux parties signeront un accord au niveau du projet dans les 12 mois suivant la date de l'accord. À ce jour, le gouvernement de la RDC n'a pas conclu d'accord de ce type avec FFI et continue de négocier avec l'Afrique du Sud et d'autres investisseurs et preneurs potentiels, avec des indications selon lesquelles les entreprises chinoises pourraient éventuellement revenir dans le projet et la Banque mondiale, qui a récemment annoncé son intérêt pour la restructuration du projet.

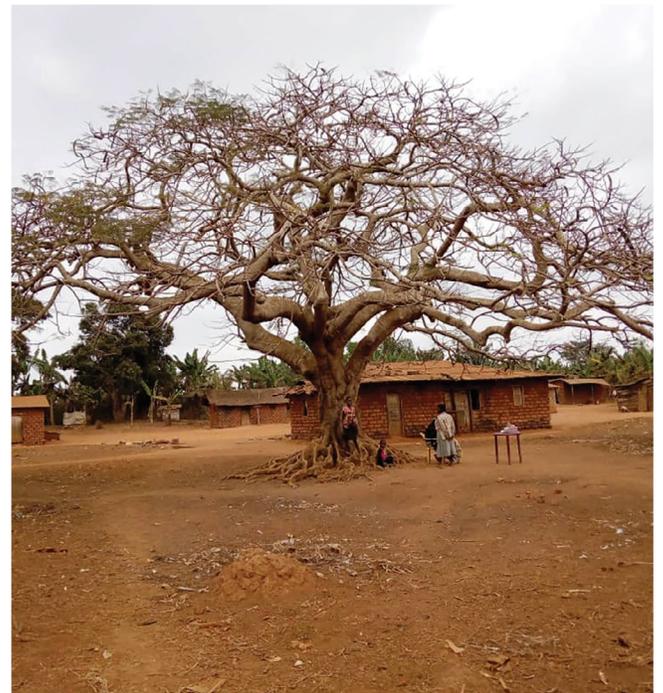


La société civile a critiqué l'approche de l'accord:

- L'énergie produite par le projet serait exportée sans répondre aux besoins énergétiques des citoyens congolais ;
- Le contrôle et l'exploitation des ressources de la RDC seraient transférés à une société étrangère ;
- Le processus de passation des marchés manque de transparence et viole les procédures de passation des marchés publics en RDC.

Parmi les autres clauses sur lesquelles la société civile s'est exprimée, on peut citer l'exigence selon laquelle "le gouvernement de la RDC fournira un cadre réglementaire qui répondra aux exigences de financement telles que définies par le FFI, et si nécessaire, le gouvernement apportera les amendements nécessaires à la législation pour donner effet à cette clause". Cette disposition porte atteinte aux processus démocratiques d'élaboration des lois, qui exigent une consultation complète et rigoureuse.

La clause qui stipule que "le gouvernement de la RDC veillera à ce qu'aucune personne, entité ou gouvernement ne se voie accorder des droits d'accès ou d'exploitation à moins que FFI n'y renonce par écrit" pose également problème, car certaines communautés verraient leurs mouvements restreints sur des terres qu'elles utilisent, qu'elles possèdent et sur lesquelles elles résident.



Village d'Inga | Photo: International Rivers

Impacts sociaux

L'hydroélectricité peut avoir des effets néfastes sur l'environnement en termes d'écosystèmes aquatiques et riverains et de disparition d'espèces, ainsi que sur la perte des moyens de subsistance qui dépendent de ces ressources. Dans le monde entier, les grands barrages ont déjà déplacé quelque 80 millions de personnes et compromis les moyens de subsistance de 472 millions d'autres.

La construction du Grand Inga inonderait la vallée de Bundi, la transformant en un vaste lac parallèle au fleuve Congo. C'est dans cette vallée que les populations du site d'Inga et des villages environnants pratiquent l'agriculture, la pêche et la chasse, et c'est un lieu où les gens vivent et travaillent. Un projet antérieur d'Inga, de moindre envergure, estimait qu'environ 37 000 personnes seraient déplacées.

Avec le Grand Inga, les chiffres seraient nettement plus élevés, ce qui signifie que des dizaines de milliers de personnes supplémentaires seraient directement déplacées par le développement du Grand Inga, et que beaucoup d'autres seraient indirectement affectées car le barrage perturberait leurs activités économiques et leurs moyens de subsistance. Les membres des communautés résidant à des dizaines de kilomètres du site du projet, jusqu'à Kinshasa et au Congo-Brazzaville, seraient déplacés, y compris les communautés dépendant de la pêche qui seraient privées d'une source de subsistance et de moyens de subsistance. Les communautés déplacées par la construction d'Inga 1 et 2 seraient à nouveau déplacées par la construction des barrages Inga suivants.

Une énorme quantité de terres fertiles serait inondée pour créer un réservoir pour Inga. Il en résulterait une perte de terres productives pour l'agriculture et les communautés tributaires des cours d'eau. Des milliers d'agriculteurs en amont et en aval du barrage perdront l'accès à la terre, ce qui mettra en péril la sécurité alimentaire et les fondements d'une économie agricole. Les communautés qui dépendent de la pêche seraient privées d'une source de subsistance et de moyens de subsistance.

Cette situation aurait un effet d'entraînement : les femmes ne pourraient plus pratiquer l'agriculture pour subvenir à leurs besoins et vendre leurs produits sur les marchés. La perte de terres et de revenus aurait des répercussions négatives sur les familles et les enfants, réduisant l'accès aux services de base tels que les écoles, les cliniques et l'accès à l'eau potable.

En fin de compte, le déplacement de personnes perturberait les moyens de subsistance d'au moins quatre fois le nombre d'emplois permanents qui devraient être créés par la construction d'Inga. Malgré l'engagement en faveur de la "formation professionnelle et de l'emploi", qui est une clause de l'accord, le plus grand nombre d'emplois pour les infrastructures hydroélectriques n'est créé que pendant la construction, et l'expérience a montré que la plupart des emplois seraient des postes de travailleurs manuels.



Membres de la communauté | Photo: International Rivers



Pêcheurs sur le Fleuve Congo | Photo : International Rivers

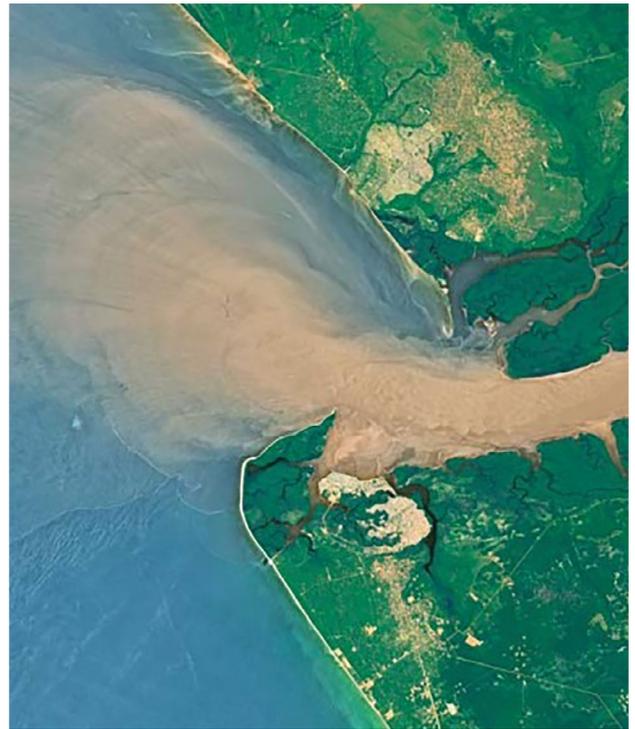
Impacts sur l'environnement et le climat

Le projet Grand Inga aurait un impact considérable sur le Bas-Congo, l'un des plus grands bassins hydrographiques du monde.

Les effets néfastes prévus sur l'environnement comprennent une réduction du débit du fleuve Congo qui mettrait en danger la biodiversité de la région et entraînerait un changement des espèces aquatiques dominantes. L'écosystème du fleuve Congo serait transformé en un habitat de réservoir d'eau inutilisé, ce qui dégraderait la qualité de l'eau.

Les barrages hydroélectriques reconstruisent et modifient artificiellement les écosystèmes fluviaux, les laissant exposés et vulnérables à la menace du changement climatique. Les réservoirs des barrages sont une source importante de méthane, un puissant gaz à effet de serre.

Des cours d'eau sains retirent chaque année 200 millions de tonnes de carbone de l'atmosphère en transportant des sédiments de l'intérieur des terres vers les océans, une fonction qui est perturbée par les barrages hydroélectriques. La construction du Grand Inga en RDC perturberait le vaste panache du Congo, l'un des plus grands puits de carbone au monde, alimenté par le fleuve Congo qui se déverse dans l'océan Atlantique, réduisant ainsi considérablement sa capacité à absorber le dioxyde de carbone. Il en résulterait une augmentation des niveaux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.



Plume du Congo Atlantique | Photo: NASA

Consultation des communautés et de la société civile

À ce jour, aucune étude d'impact environnemental et social (ESIA) n'a été réalisée pour déterminer concrètement les impacts de Grand Inga ou les mesures qui seraient prises pour les atténuer.

Les activités de FFI au sein des communautés d'Inga, telles que décrites par les résidents de ces communautés, sont également préoccupantes. En effet, ces derniers ont remarqué que FFI avait pour tactique de s'attirer les faveurs de certaines parties de la communauté en distribuant des dons sous prétexte de lutter contre la pauvreté. FFI mène également des engagements communautaires en présence des services de sécurité, tout en mettant à l'écart les organisations de la société civile qui accompagnent les communautés, en restreignant leur accès lors de ces engagements communautaires.

Les engagements communautaires de FFI ne tiennent pas compte de l'obligation légale en RDC d'obtenir le consentement préalable libre et éclairé (FPIC) des communautés affectées et la fourniture d'informations légales sur les questions affectant leurs terres, ainsi que la prise en compte de tous les points de vue dans la prise de décision.

Malgré les menaces imminentes qui pèsent sur leurs moyens de subsistance, les communautés locales n'ont pas été associées à la prise de décision, n'ont pas été consultées et leur forte opposition au projet a été ignorée.



Une femme à Inga | Photo: International Rivers



Une réunion communautaire | Photo: Shutterstock

Alternatives aux méga-barrages

La RDC a besoin d'une transformation énergétique durable, axée sur l'accès à l'énergie. Elle a besoin de solutions pour éradiquer la pauvreté énergétique et pour accroître la sécurité et l'accès à l'énergie pour les communautés rurales et urbaines.

Le continent africain dans son ensemble est riche en sources d'énergie renouvelables qui peuvent être déployées à moindre coût et dont la construction et l'installation prennent moins de temps. Une approche diversifiée de la production d'énergie permet non seulement de réaliser des économies au fur et à mesure que les technologies progressent, mais aussi d'ouvrir des perspectives aux citoyens vulnérables en créant des emplois et en soutenant les moyens de subsistance sans compromettre l'approvisionnement en eau des rivières à écoulement libre et de leurs écosystèmes.

Les systèmes d'énergie renouvelable tels que l'énergie solaire et l'énergie éolienne sont largement reconnus pour leur adaptation aux changements climatiques et leur capacité à atténuer les effets. Les énergies renouvelables favorisent également l'efficacité énergétique, qui est abordable, propre et constitue la solution la plus rapide pour combler le déficit énergétique, en particulier en RDC.

Les vastes ressources éoliennes et solaires de la RDC pourraient être exploitées pour répondre aux besoins des communautés dans les zones rurales éloignées du réseau et pour alimenter les villes.

La RDC dispose également d'importantes ressources en eau, et la micro-hydroélectricité est bien placée pour répondre aux besoins de la population décentralisée de la RDC. Ces projets hydroélectriques de taille plus modeste peuvent également compléter l'énergie solaire et éolienne pour répondre aux besoins des villes.